

implicitement les États-Unis dans l'obligation de faire des concessions. La question était ainsi non pas tant la forme du compromis final sur l'agriculture, qui était suffisamment clair, que de savoir « comment en arriver là à partir d'ici ».

Cependant, si la mère du G-20 était l'agriculture, a-t-on ajouté, son père était la géopolitique. Les États-Unis n'ont pas vu venir le G-20, et sa formation a été un choc pour eux. Mais si la réaction américaine a été de s'opposer vigoureusement au G-20, une bonne partie des milieux d'affaires américains, a-t-on fait observer, se demandait pourquoi les États-Unis ne se rangeaient pas de son côté! En se rendant coupables de la « trahison » consistant à s'entendre avec l'UE pour maintenir les subventions à l'agriculture, soutenaient les partisans de cette thèse, les États-Unis ont commis une énorme erreur tactique. Dans ce contexte, la présence du négociateur commercial de l'UE, Pascal Lamy, et l'absence des États-Unis à la réunion du G-20 de décembre 2003 à Brasilia ne sont pas passées inaperçues<sup>13</sup>.

L'échec des discussions de Cancún s'explique pour certains dans une grande mesure par la méconnaissance ou l'incompréhension de la dynamique de cette structure. En fait, pour reprendre les termes d'un analyste, les États-Unis et l'Union européenne étaient à Cancún comme des généraux convaincus de livrer la dernière bataille : ils s'attendaient à ce que, une fois atteint entre eux un compromis sur l'agriculture, les autres problèmes se règlent d'eux-mêmes. Mais cette fois leur accord a suscité une réaction qui a pris la forme du G-20, dont les membres se sont entendus pour élaborer des positions communes à la Conférence de Cancún, et qui a ainsi remplacé dans les faits, du moins pour l'instant, le Groupe de Cairns comme troisième force (avec les États-Unis et l'Union européenne) dans les négociations sur l'agriculture.

---

<sup>13</sup> On peut trouver le communiqué issu de cette réunion du G-20 à l'adresse <http://www.faologe.ch/webpage/G-20-12Dec03.doc> (document consulté le 10 septembre 2004). Le G-20 et Lamy ont aussi publié une courte déclaration conjointe intitulée « Joint Press Communiqué of the Meeting between the G-20 Ministers and EU Trade Commissioner Pascal Lamy », Brasilia, 12 décembre 2003. Ce document peut être consulté en ligne à l'adresse [http://europa.eu.int/comm/trade/issues/newround/doha\\_da/jpc121203\\_en.htm](http://europa.eu.int/comm/trade/issues/newround/doha_da/jpc121203_en.htm) (consulté par les auteurs le 10 septembre 2004).